



## LE CONFLIT SOMALIEN, UN OBSTACLE POUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE (IGAD) : DÉFIS ET REMÈDES.

Il s'est tenu en date du 12 au 15 septembre 2016, à Mogadiscio en Somalie, une réunion ministérielle historique de l'*Intergovernmental Authority on Development* (IGAD), réunissant quatre ministres des affaires étrangères de la région à savoir celui de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya et du Sud-Soudan.

On peut noter également la présence du secrétaire exécutif de l'IDAG, l'Ir Mahboud Maalim et l'envoyé spécial de l'IGAD en Somalie, l'Ambassadeur Mohamed Abdi Affey.

Cette réunion, la deuxième à Mogadiscio, après celle de 1985, s'inscrit dans un contexte où la Somalie peine à se reconstruire après plusieurs décennies de guerre civile et d'épidémies. Ces turbulences ont bloqué le développement d'un pays stratégiquement important, surtout pour sa côte maritime de 3 025 km<sup>1</sup>, la plus longue d'Afrique.

Cette assise historique traduit la volonté de la région à capitaliser les efforts de paix déjà acquis au sommet de Londres<sup>2</sup> sur la So-

malie du 7 mai 2013 mais aussi accompagner le gouvernement somalien dans les efforts vers le développement.

Ce sommet international de grande envergure avait réuni plus de 50 pays et organisations. Il porta sur la construction des forces de sécurité, le développement de la justice et de la police ainsi que d'un système de contrôle des finances pour empêcher la corruption.

En effet, nonobstant les efforts de la région et de la communauté internationale, et plus de deux décennies après la chute du président Saïd Barré en 1991, la Somalie est un pays qui a traversé et traverse encore de sérieux problèmes d'ordre sécuritaire, politique et humanitaire.

Face à ces défis, l'IGAD devra développer les approches réalistes pouvant amener la Somalie dans la stabilité politique et sécuritaire afin de faciliter la cohésion et l'intégration de la région.

### I. L'IGAD FACE À LA SITUATION SÉCURITAIRE EN SOMALIE

#### LE CLANISME, LES FRÈRES ENNEMIS

Les délégués de la réunion du 12 au 15 septembre 2016 de l'IGAD se sont contentés de donner une bonne impression concernant les efforts consentis et le chemin parcouru

---

qui représentent l'intérêt du Royaume Uni comme le Kenya ou l'Éthiopie pourraient être affectés par la recrudescence du conflit.

---

1. Challenges. Atlas.

2. Avec le Brexit, il s'observera certes une modification stratégique de l'opération de l'Union Européenne, ATALANTA à la corne d'Afrique. Le conseil Européen, via le COPS (Comité Politique et de Sécurité), qui exerce la direction stratégique de l'opération, devra décider soit du déménagement de l'Etat-Major opérationnel situé Northwood au Royaume Uni vers un autre Etat de l'Union, soit renégocier un autre accord avec les anglais. Le gouvernement anglais n'abandonnera pas son influence stratégique en Somalie, d'autant plus que certains pays de la région

ru pour ramener le pays vers la route de la paix, une paix certes fragile. Et pourtant, le pays est toujours plongé dans un anévrisme sécuritaire sans précédent. La Somalie n'est pas à un paradoxe près. C'est un pays uni en surface, mais profondément divisé en profondeur. La population y est homogène, et les habitants parlent quasiment tous la même langue (le somali), ont tous la même religion (l'islam sunnite), la même culture et la même appartenance ethnique. Mais l'organisation socio-politique repose sur les différents clans (Marehan, Ogadeen, Dulbahante, Hawije...). Ces groupes, fondés sur les liens de parenté, doivent être appréhendés à la lumière du contexte géographique de la Somalie, qui possède un vaste territoire sec, caractérisé par la rareté des ressources naturelles et par une multitude de tribus nomades se faisant concurrence pour les obtenir. Ces clans s'appuient sur un strict code social, seul à même de leur fournir un ensemble commun de valeurs et d'intérêts, tout en leur assurant une protection collective. Les rivalités entre clans ont toujours existé, mais le système traditionnel, basé sur un ensemble complexe de diplomatie, échanges, responsabilités et compensations, faisait que l'ordre et la paix sociale étaient maintenus.

A la fin du XIXe siècle, les Italiens et les Britanniques se sont partagé la majeure partie du territoire somalien, mais leurs efforts pour imposer un ordre légal à occidentalisé n'ont jamais vraiment abouti. Les querelles étaient le plus souvent réglées au sein des clans par les anciens, avec la dissuasion comme principe régulateur (*"Tue-moi et le courroux de mon clan tout entier s'abattra sur toi"*). Les régions où les coutumes locales ont été le moins perturbées, comme le Somaliland britannique, semblent s'en être mieux

sorties à long terme que celles où l'administration coloniale italienne a tout fait pour enlever leur rôle aux anciens. La Somalie a acquis son indépendance en 1960, mais, la guerre froide aidant, elle est rapidement devenue l'objet de convoitises à cause de son emplacement stratégique dans la Corne de l'Afrique. Les Russes ont été les premiers à y envoyer des armes, suivis par les Américains. Ce pays pauvre, à la population quasi illettrée et majoritairement nomade, est ainsi devenu un entrepôt de munitions prêt à exploser. Le gouvernement central a toujours eu le plus grand mal à tenir en main l'ensemble du pays. Dans les années 1980, le général Mohamed Siyad Barré – dictateur capricieux qui a gouverné de 1969 à 1991 – était de façon moqueuse surnommé "le maire de Mogadiscio", parce qu'une grande partie du pays échappait déjà à son contrôle.

## LA SOMALIE, UN ELDORADO POUR LES ISLAMISTES RADICAUX

La progression de l'islamisme radical est une sérieuse préoccupation des états-majors étrangers. La grande crainte des occidentaux est d'ailleurs d'assister impuissamment à la création d'un Etat africain où la charia serait la loi fondamentale du pays. Pour comprendre cet islamisme radical, il sied d'interroger l'histoire du pays.

Contrairement à la logique de clans, facteur de division où chacun se retranche à l'abri de sa communauté, la religion est ici un agent unificateur qui fait le lien entre toutes les parties. Musulmane dans sa quasi-totalité, la population somalienne a vu dans sa reli-

gion un élément de stabilité et d'ordre. Point de référence ultime dans un univers où tout semble s'écrouler. Et lorsqu'au début des années 90, le monde abandonna à son sort la Somalie dans le sillage de l'armée américaine, les organisations religieuses (souvent financées par des fonds saoudiens, aux généreux bienfaiteurs adeptes d'un rigoriste wahhabisme) furent parmi les seules à ne pas quitter le navire en perdition. Outre la construction de mosquées et l'implantation d'écoles coraniques, elles mirent en place un système rudimentaire mais tangible d'action sociale, au profit d'une population désemparée et démunie de tout.

Ces organisations islamistes ont alors progressivement occupé un terrain depuis longtemps abandonné par l'Etat, créant un réseau informel de tribunaux de quartiers, instaurant un minimum d'ordre là où régnait le chaos. La charia, appliquée strictement et suivie à la lettre sous peine de sévères châtements, fut acceptée par les différents clans. Ces derniers reconnurent alors graduellement ce réseau d'autorités religieuses (plus tard baptisé Union des tribunaux islamiques) comme une influence tutélaire devant être respectée en conséquence. Quant aux récalcitrants, ils furent chassés sans ménagement de Mogadiscio. De même, en contribuant à réinstaurer la sécurité et la stabilité, mais sans exiger d'impôts et autres taxes, en surveillant étroitement les comportements déviants des particuliers mais sans s'immiscer dans leurs affaires d'argent, l'Union des tribunaux islamiques s'assura le soutien constant des opérateurs économiques.

En 1992, le président George H. W. Bush a voulu aider le pays et a envoyé des milliers de marines pour protéger des convois de vivres. Nous étions au début du "nouvel ordre mondial" de l'après-guerre froide, et beaucoup croyaient que les Etats-Unis, débarrassés de leur superpuissance rivale, l'ex-URSS, pouvaient donner au cours des événements mondiaux une direction nouvelle, bonne et juste. La Somalie s'est avérée prendre un très mauvais départ. Bush et ses conseillers n'ont pas su voir le paysage clanique et n'ont pas compris jusqu'où pouvait aller la loyauté des Somaliens envers leurs chefs de clan. Si la société somalienne se divise et se subdivise fréquemment lorsqu'elle est en proie à des querelles internes, elle fait très vite corps face à un ennemi extérieur. Les Etats-Unis l'ont appris à leurs dépens lorsque leurs soldats ont tenté d'arrêter le général Mohamed Farah Aïdid. Le résultat, tristement célèbre, a été la "chute du Faucon noir" en octobre 1993. Des milliers de miliciens somaliens chaussés de tongs ont envahi les rues avec leurs grenades autopropulsées. Ils ont abattu deux hélicoptères Black Hawk et tué 18 soldats américains, dont ils ont triomphalement traîné les corps dans les rues de la capitale. Ainsi s'est achevé le premier acte de l'intervention des Etats-Unis en Somalie.

Dans le monde de l'après-11 septembre, la Somalie est devenue une grande source d'inquiétude. Après une mauvaise lecture de la situation de Somalie en 2005 par la CIA, il se créa en 2006 une organisation pour faire face à l'occupation du groupe Al Shabab. Récemment, ces milices islamistes porte étendard de l'islamisme radical en So-

malie, a été confronté à des dissensions internes portant sur la question de savoir s'il fallait continuer de prêter allégeance à Al Qaïda<sup>3</sup> ou opter pour le groupe armé État islamique (EI). La situation est restée tendue dans la ville de Jilib, située à 97 kilomètres au nord de Kismaayo, après que le chef adjoint d'Al Shabab, Mahad Karate, eut fait pression sur le chef du groupe, Abu Ubaidah, pour l'amener à faire allégeance à l'EI. En octobre, des chefs d'Al Shabab plutôt favorables à Al Qaïda ont arrêté dans le Jubaland 30 personnes supposées avoir rejoint l'EI<sup>4</sup>.

## LA PIRATERIE MARITIME, UN PARI QUASIMENT GAGNÉ MAIS UN FLÉAU PERMANENT

Officiellement, il n'y a aujourd'hui plus de piraterie en Somalie. Les chiffres de la chambre de commerce internationale sont en constante diminution. En 2011, on reportait 160 attaques, contre 49 en 2012, 7 en 2013, 3 seulement en 2014, pour arriver à zéro sur l'ensemble de l'année 2015<sup>5</sup>.

---

3. Depuis sa création, Al shabab a toujours fait allégeance à Al Qaida. Mais depuis la montée en force du groupe d'Etat islamique après la chute de l'Iraq, on note des antagonismes entre les islamistes radicaux pour déterminer à qui ils devaient prêter allégeance. Cette dissension existe encore aujourd'hui entre les adeptes.

4. Amnesty International. « Rapport sur la situation des droits de l'homme en Somalie, 2015-2016 ». En ligne. Consulté le 7 octobre. <https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/somalia/report-somalia/>

5. Bertrand Monnet. «Somalie : la piraterie n'a pas disparu. Le pire est à venir». Lobs. 29 mars 2016. En ligne. consulté le 7 octobre. <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1500372-somalie-la-piraterie-n-a-pas-disparu-le-pire-est-a-venir.html>

Il est bon de rappeler que la piraterie somalienne a prospéré d'autant plus aisément que trois conditions idéales étaient réunies : l'anarchie, une profusion d'armes héritée de la guerre froide et une côte de 3000 km débouchant dans le Golfe d'Aden, fréquenté par plus de 20.000 navires annuellement. Enfin, contrairement à d'autres Etats également touchés par la piraterie tels que le Nigeria et l'Indonésie, les pirates de la Corne africaine disposent d'un immense arrière-pays où ils peuvent se replier sans difficulté, à l'abri de toutes représailles et avec le total soutien d'une population qui profite de leurs largesses. La partie est cependant devenue plus ardue, armateurs et grandes nations coordonnant désormais leurs efforts (l'opération Atalante de l'Union Européenne est la principale réponse militaire et diplomatique à ce jour) pour lutter contre la piraterie.

## II. L'IGAD FACE À LA SITUATION POLITIQUE EN SOMALIE

Le gouvernement fédéral somalien et la Mission de l'Union Africaine en Somalie (MUASOM) ont gardé le contrôle de la capitale, Mogadiscio, et étendu les zones sous leur contrôle en établissant des administrations fédérales dans les États du Galmudug, du Sud-Ouest et du Jubaland. Une offensive conjointe de la MUASOM et des Forces armées nationales somaliennes a chassé Al Shabab de villes des régions du Hiraan, de Bay, de Bakool, de Gedo et du Bas-Shabelle. Le groupe armé restait néanmoins maître de nombreuses régions rurales. L'offensive a

entraîné de nouveaux déplacements de populations alors que des affrontements armés et les attaques d'Al Shabab contre les civils continuaient, en particulier dans les villages contrôlés tantôt par certaines forces, tantôt par d'autres.

Le pays a été confronté à une crise politique en août après que le Parlement eut présenté une motion de censure contre le président Hassan Sheikh Mohamud. En juillet, le président du Parlement fédéral, Mohamed Osman Jawari, avait annoncé que les élections de 2016 n'auraient pas lieu au suffrage universel bien que ce principe ait été inscrit dans la « Nouvelle donne pour la Somalie ». Des députés de l'opposition ont protesté contre cette décision, dans laquelle ils voyaient un stratagème pour prolonger le mandat du président. Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé jusqu'au 30 mars 2016 le mandat de la Mission d'assistance des Nations unies en Somalie (MANUSOM) chargée de surveiller la situation des droits humains et d'établir des rapports à ce sujet.

### III. L'IGAD FACE À LA SITUATION HUMANAIRE EN SOMALIE

Plus de 1,3 million de Somaliens ont été déplacés au cours de l'année écoulée. Les offensives des Forces armées nationales somaliennes et de la MUASOM ont perturbé les itinéraires des transports commerciaux. De même, Al Shabab a bloqué les voies d'approvisionnement après avoir été chassé des villes par la MUASOM, ce qui a entravé l'accès des organisations humanitaires. La poursuite des combats et les pluies liées à El Niño qui ont

débuté en octobre risquaient d'aggraver encore davantage la situation humanitaire.

En janvier et en février, les forces de sécurité ont expulsé plus de 25 700 personnes de terrains publics et privés à Mogadiscio, sans respect des garanties fondamentales ; 21 000 autres ont été expulsées en mars. La plupart de ces personnes se sont installées à la périphérie de la capitale, notamment dans les zones de Sarakusta et de Tabelaha, où elles vivaient dans des conditions déplorables. Le gouvernement intérimaire du Jubaland a également procédé à des expulsions forcées dans les villes de Kismaayo et de Luuq, à la suite d'une attaque contre un poste de police situé près d'un camp de personnes déplacées. À la fin de l'année, le gouvernement fédéral n'avait toujours pas adopté de ligne de conduite concernant les personnes déplacées, bien qu'un projet cadre de référence ait été élaboré en avril 2014.

On recensait plus de 1,1 million de réfugiés somaliens dans les pays voisins et en diaspora en 2015<sup>6</sup>. En avril, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et les gouvernements du Kenya et de la Somalie ont créé une commission chargée de superviser le rapatriement librement consenti de réfugiés somaliens vivant au Kenya, conformément à l'Accord tripartite conclu par le HCR et ces deux gouverne-

---

6. Adrian Edwards. «Des déplacements de populations sans précédent à travers le monde UNHCR». UNHCR. 20 juin 2016. En ligne. Consulté le 10 octobre 2016. <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2016/6/57641727a/deplacements-populations-precedent-travers-monde.html>

ments en septembre 2013. Le HCR a annoncé le 20 septembre que 4 108 réfugiés somaliens du camp de Dadaab, dans le nord du Kenya, avaient été rapatriés<sup>7</sup>. En janvier, il y avait encore 237 271 réfugiés somaliens au Yémen, mais ce nombre a été réduit de près de 30 000 par l'escalade du conflit yéménite. D'autres pays accueillant des demandeurs d'asile et des réfugiés somaliens, dont l'Arabie saoudite, la Suède, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni et le Danemark, ont continué d'exercer des pressions sur les Somaliens pour qu'ils rentrent dans leur pays, affirmant que la sécurité s'y était améliorée.

Par ailleurs, la Turquie est l'un des principaux bailleurs de fonds de la Somalie. C'est là une des différences importantes d'avec la coopération occidentale. Les grandes ONG occidentales qui travaillent en Somalie sont installées non pas à Mogadiscio, mais à Nairobi, au Kenya. Résultat : dans la capitale somalienne, l'aide de la Turquie est la plus visible, d'autant plus qu'elle met l'accent sur des projets qui donnent aux habitants de Mogadiscio le sentiment que la guerre civile tire à sa fin.

La Turquie a par exemple bâti un terminal à l'aéroport. Elle a construit une route de 23 kilomètres qui traverse la capitale. Elle a rénové un hôpital construit par les Soviétiques dans les années 1960. Officiellement, on l'appelle l'« Hôpital turco-somalien pour l'éducation et la recherche ». Mais dans les

---

7. Amnesty International. Rapport annuel. Somalie. 2015/2016. En ligne. Consulté le 10 octobre. <https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/somalia/report-somalia/>

faits, à Mogadiscio on l'appelle l'« Hôpital Erdogan ». Le président Erdogan a décrit cet établissement de 200 lits comme « le plus important centre médical d'Afrique de l'Est »<sup>8</sup>.

La Turquie construit des camps pour les déplacés, des réseaux d'eau potable, organise le ramassage des ordures, ouvre des écoles, des cliniques. Lors de sa visite le 3 juin 2016, Erdogan annonce de nouvelles bourses dans les universités turques, qui accueillait déjà 1200 étudiants somaliens en 2012. Il rouvre l'ambassade de Turquie à Mogadiscio, quand la plupart des pays, encore aujourd'hui, opèrent depuis Nairobi, au Kenya. Surtout, il remet la Somalie sous le feu des projecteurs<sup>9</sup>. La Turquie est donc le pays qui investit le plus en Somalie dans le monde ; par l'intermédiaire des institutions telles que le Croissant-rouge turc et les ONG turques, 500 millions de dollars d'aide humanitaire ont été envoyés en 2015<sup>10</sup>.

## QUELQUES PISTES DE SOLUTIONS

Vu le tableau sombre de la situation en

---

8. Michel Arseneault. «Tapis rouge pour le président turc en Somalie». *RFI*. 3 juin 2016. En ligne. Consulté le 7 octobre. <http://www.rfi.fr/afrique/20160603-tapis-rouge-president-turc-somalie-recep-tayyip-erdogan>

9. Claire Meynial. «Afrique - Turquie : Erdogan fait ses emplettes en Somalie». *Le point Afrique*. 13 février 2015. En ligne. Consulté le 7 octobre. [http://afrique.lepoint.fr/actualites/afrique-turquie-erdogan-fait-ses-emplettes-en-somalie-13-02-2015-1904915\\_2365.php](http://afrique.lepoint.fr/actualites/afrique-turquie-erdogan-fait-ses-emplettes-en-somalie-13-02-2015-1904915_2365.php)

10. «La Turquie est le pays qui aide et investit le plus en Somalie». 23 février 2016. *TRT*. En ligne. Consulté le 7 octobre. <http://www.trt.net.tr/francais/turquie/2016/02/23/la-turquie-est-le-pays-qui-aide-et-investit-le-plus-en-somalie-438055>

Somalie, et de la durée de ce conflit, l'IGAD éprouve visiblement encore de sérieuses difficultés pour appréhender une voie de sortie de la crise. Ce conflit somalien reste un vrai casse-tête pour l'Afrique orientale qui constitue un handicap pour l'intégration régionale.

De ce fait, pour y arriver, plusieurs acteurs nationaux, régionaux et internationaux devront synchroniser leurs efforts vers un seul objectif, celui de la recherche de la paix et de la sécurité.

La gestion intégrée du conflit constituerait une panacée pour arriver à stabiliser le pays. Rien qu'en se renseignant sur des faits historiques du conflit somalien, l'on comprend facilement pourquoi les efforts régionaux à la pacification, à la stabilisation et à la sécurisation de la Somalie n'aboutissent pas. D'abord, il se fait que chaque acteur aux prises aux conflits, cherche à vaincre sans perte ; cette vision de jeu à somme nulle est à l'exact opposé des principes de collaboration qui président aux dynamiques d'intégration. Cette attitude bloque donc tout effort pour la recherche de la paix.

Ensuite il se pose un sérieux problème de cohérence de l'action des acteurs qui interviennent dans la résolution de conflit somalien. Au sein de l'IGAD, les conflits qu'entretiennent les membres entre eux, ne facilitent guère la place à une solution pacifique. L'Ethiopie et l'Erythrée ont un différend historique qui affecte leur relation diplomatique. L'Ethiopie et la Somalie se sont déjà livrés plusieurs guerres pour le contrôle de l'Ogaden, revendiqué aujourd'hui par l'Ethiopie.

Cette région est majoritairement d'ethnie somalie, et l'alliance avec l'Ethiopie était donc considérée comme une trahison. L'Ethiopie s'ingère, avec l'appui des américains, dans les affaires somaliennes, créant un précédent entre ces Etats. Pour arriver à un terrain d'attente, il faut que tous ces acteurs, membres de l'IGAD, concentrent leurs efforts à aider les somaliens à trouver une solution pacifique à ce conflit. La cohésion au niveau de la lecture du conflit au sein de l'IGAD serait un premier pas vers une issue favorable.

Enfin, le gouvernement somalien est embourbé dans la corruption et les malversations financières, posant ainsi un sérieux problème sur la gestion financière internationale de fonds pour le développement du pays. Cette mauvaise gouvernance annihile les efforts consentis des partenaires régionaux et internationaux en Somalie. La population, ne sentant pas un Etat qui s'occupe des problématiques sociales, a tendance à voir le système wahhabite, très impliqué localement, comme le meilleur. Il appartient aux pays donateurs de l'aide financière de constituer un mécanisme efficace de suivi et de contrôle pour que cette aide puisse se sentir à la base, c'est-à-dire au niveau de la population.

En outre, la stabilité de la Somalie passe aussi par la restauration de l'autorité de l'Etat. Si les efforts consentis ne trouvent aucun soubassement solide, ça sera comme patauger dans la boue. Il est important que la communauté internationale assure la réforme de la sécurité pour que le gouvernement somalien soit à même d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de sa population et soit prêt à

assurer la relève lorsque les forces internationales partiront.

L'Union Africaine devrait jouer un rôle prépondérant pour amener les pays de reconsidérer la Somalie comme une vraie menace pour la paix. Depuis que la communauté internationale, par l'entremise de l'UE, a obtenu la création de l'ATALANTA, visant à traquer les pirates sur la côte orientale, le conflit somalien semble être délaissé aux africains. Cet enthousiasme qui a animé ces pays pour éradiquer la piraterie devra être suivi d'un déclic pour s'activer. Vu la complexité du conflit, le conseil de sécurité des nations Unies devrait créer une brigade d'intervention, comme celle de la RDC, au sein de la MUASOM avec un mandat court et précis.

L'Union Africaine et l'IGAD devront arracher un accord cadre demandant à tous les pays de la communauté internationale à se désengager à tirer les ficelles et à encadrer le peuple somalien à trouver une solution durable à leur différend à travers un dialogue national inclusif. Si la communauté internationale est capable de s'activer pour la Syrie et la Lybie, pourquoi pas la Somalie où l'on peut être kidnappé ou abattu d'une balle dans la tête en moins de temps qu'il n'en faut pour essuyer la sueur de son front.